

prolongées et
profondément
de la compréhension
actes. Mais ce
bien et ce qui est

STATEMENT DISCOURS

Et dans le contexte
difficile et le soutien
gouvernemental. On s'attend
qui a été tenu à l'abri et
remover, l'ajout de
diagnostiquer les
gouvernement et

MINISTER
FOR
EXTERNAL
RELATIONS.

principaux qui
s'attendent à l'avenir

MINISTRE
DES
RELATIONS
EXTÉRIEURES.

Nous ne pouvons à l'heure
qu'ont perdus les droits
réussir et la coopération
concluant. Les négociations
pourraient être dans
à l'égard des changements

espérons
l'État qui a été
programme de



87/58

Déclaration de
l'honorable Monique Landry,
ministre des Relations
extérieures, à l'Assemblée
générale des Nations Unies

La crise se poursuit en Afrique

NEW YORK

Le 27 octobre 1987

Monsieur le Président

L'ampleur et l'intensité des souffrances humaines provoquées par la crise économique en Afrique nous a tous profondément troublés. La communauté internationale est passée de la complaisance à l'inquiétude, puis de l'inquiétude aux actes. Notre but ici est d'examiner ce que nous avons fait de bien et ce qu'il reste à faire.

Je suis chargée du programme canadien d'aide au développement et j'exerce également des responsabilités particulières en ce qui concerne les relations du Canada avec l'Afrique, et à ce titre je suis pleinement consciente des conditions qui existent sur ce continent. J'ai eu au cours de l'année écoulée l'occasion de me rendre au Nigéria, au Burundi, au Rwanda, au Zaïre, au Gabon et au Mozambique. Il m'a alors été donné de constater de mes propres yeux à la fois les difficultés et le courage des Africains et de leurs gouvernements. Tout récemment, au Sommet de la Francophonie qui s'est tenu à Québec et au Sommet du Commonwealth à Vancouver, j'ai rencontré de nombreux leaders africains et discuté avec eux de la tragédie que vivent leurs populations.

Pour moi personnellement - et je me fais en cela l'écho du gouvernement et du peuple canadiens - cette expérience a été à la source d'une détermination encore plus grande de centrer nos propres efforts sur l'Afrique. Nous sommes en effet résolus de faire davantage que notre part. Et nous entendons continuer de chercher à braquer vers l'Afrique l'attention de la communauté internationale et de nos principaux partenaires économiques. C'est pourquoi je me suis fait un point d'honneur de venir participer à ce débat.

J'aimerais commencer par remercier le Secrétaire général pour son rapport minutieux et lucide sur les progrès dans la mise en oeuvre du Programme de redressement économique pour l'Afrique. Nous avons là un examen extrêmement franc et détaillé du chemin accompli au cours de l'année écoulée.

Il s'agit d'un rapport pour le moins bouleversant. Nous ne pouvons à vrai dire tirer satisfaction des résultats qu'ont produits les efforts déployés de concert par les pays africains et la communauté internationale pour aider concrètement les populations africaines. En fait, nous ne pouvons qu'être déçus devant l'échec de notre tentative d'amener des changements fondamentaux dans leur vie.

Cependant, au moment de la Session extraordinaire sur l'Afrique, alors que nous discutons et convenons d'un Programme prioritaire pour le redressement économique et le

développement en Afrique, personne ne prévoyait la tournure que prendrait la situation économique mondiale. Pour la plupart des pays, la croissance a accusé un important retard sur les prévisions. La plupart des marchés des produits de base ont continué de décliner, en termes réels. Nous avons assisté à une quasi-stagnation des flux de crédits commerciaux, et les flux d'aide publique se sont à peine améliorés. Il est clair que la situation économique mondiale est venue contrer nos efforts.

Il serait inutile de chercher à jeter le blâme sur quelqu'un. Car, dans les faits, tous les pays, pays africains et pays donateurs confondus, ont été touchés. Nous avons assisté à une modification de l'environnement économique international. Et, de toute évidence, aucun pays ni groupe de pays ne peut exercer un contrôle sur tous les facteurs en jeu.

Néanmoins, le rapport du Secrétaire général ne doit pas nous décourager. Nous sommes, il est vrai, dans une situation plus difficile que l'année dernière. La crise s'est aggravée. Les risques et coûts sociaux et politiques sont plus élevés. Mais des mesures ont été prises tant en Afrique qu'au sein de la communauté mondiale qui méritent d'être reconnues et appréciées.

En Afrique, vingt-huit pays ont entrepris avec succès d'importants programmes d'ajustement structurel. Ils ont consenti d'énormes sacrifices dans l'espoir d'améliorer leurs perspectives à long terme. Ils ont pris des mesures concrètes pour introduire des réformes significatives et ajuster les mécanismes de leurs économies. Nous en trouvons de nombreux exemples dans le Rapport du Secrétaire général.

Certains résultats positifs commencent à se faire sentir, très lentement et péniblement. Aussi modestes semblent-ils être dans les circonstances, c'est là que nous devons trouver réconfort. Nous devons reconnaître ici que le courage, le dynamisme et la détermination dont ont fait preuve ces gouvernements africains font la différence - et méritent pour cela notre indéfectible appui.

Quant à la communauté internationale, elle n'est pas en reste, car elle a pris un certain nombre d'initiatives multilatérales qui en sont actuellement à divers stades:

- Au FMI, M. Camdessus a proposé le triplement de la Facilité d'ajustement structurel.
- Au Club de Paris, des arrangements spéciaux ont été faits, et d'autres sont envisagés, à l'intention des pays débiteurs les plus pauvres.

- La Banque mondiale a repris à son compte les idées émises par l'UNICEF sur la nécessité d'un ajustement qui tienne compte de la dimension humaine.
- La reconstitution de l'IDA VIII aura maintenant lieu tel que convenu.
- Il y a, enfin, consensus sur la nécessité de négocier une augmentation du capital général de la Banque mondiale.
- Dans la Ronde Uruguay, une attention particulière est accordée à la nécessité de faire participer pleinement les pays en développement, particulièrement les plus pauvres, et de les aider à cette fin.
- Il y a eu renforcement de la coordination entre les pays donateurs. Grâce aux groupes consultatifs de la Banque mondiale, l'aide est devenue plus pertinente et plus efficace.

Il y a donc eu des développements. Et, en des temps meilleurs, ceux-ci auraient pu produire des résultats dont nous aurions tiré satisfaction. Mais, dans les circonstances actuelles, il n'est que trop évident que cette réponse n'est pas satisfaisante. Elle est partielle et à court terme.

Nous devons nous engager ici à mieux concerter nos efforts pour la mise en oeuvre du Programme de redressement. Nous devons - et j'entends par là la communauté mondiale - faire tout ce qui est dans le domaine du possible. Et nous devons, à l'unisson, accomplir ce qui apparaît peut-être maintenant comme l'impossible: une aide accrue et meilleure, acheminée plus rapidement. À cet égard, nous entendons nous inspirer des idées et des recommandations du Groupe consultatif du Secrétaire général sur le flux des ressources.

Au Canada, nous avons accepté nos responsabilités. La tragédie africaine a été profondément ressentie par les Canadiens et elle vient en tête des priorités pour le gouvernement du Canada. En 1984 et 1985, nous avons répondu rapidement et avec générosité au problème immédiat de la famine. Dès les premiers mois de l'année dernière, le Canada a mis en place le Programme Afrique 2000, une initiative de 150 millions \$ pour aider à faire de l'Afrique une région forte et autonome d'ici l'an 2000. Nous avons par ailleurs déclaré un moratoire sur la dette au titre de l'aide dans le cas des pays de l'Afrique subsaharienne et désormais notre programme d'APD est composé uniquement de subventions.

Cette année, le Canada est allé plus loin:

- Au Sommet de Venise, notre Premier ministre, Brian Mulroney, a attiré l'attention sur le fardeau de la dette des pays des plus pauvres et proposé des moyens de l'alléger.
- Dans le contexte de la Ronde Uruguay, le Canada a amorcé un programme de consultations et de formation afin d'aider les pays en développement à mieux faire avancer et protéger leurs intérêts commerciaux dans le cadre des NCM.
- Au Club de Paris, nous avons approuvé la prolongation des périodes de rééchelonnement et l'idée de taux d'intérêts concessionnels.
- Le Canada s'est engagé à verser une somme totale de 575 millions \$US à l'IDA VIII, c'est-à-dire notre quote-part plus une contribution supplémentaire.
- Le Canada versera 200 millions de DTS (droits de tirage spéciaux) à la Facilité d'ajustement structurel du FMI, laquelle a été triplée.
- Et, lors du Sommet de la Francophonie et de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, nous nous sommes engagés à annuler la dette d'APD de 13 pays de l'Afrique subsaharienne, une mesure équivalant à 672 millions \$CAN.

En outre, le gouvernement du Canada a pris des mesures pour axer son aide au développement plus directement vers les besoins les plus pressants des pays les moins bien nantis, particulièrement en ce qui concerne le développement des ressources humaines et le rôle de la femme. Nous portons un intérêt particulier à l'Afrique; nous avons en conséquence pris la décision de porter à 45 % la proportion de l'aide bilatérale au développement que nous accordons aux pays africains.

Nous avons en outre décidé de délier cette aide dans une proportion de 50 % de façon à ce qu'elle puisse être utilisée plus rapidement et plus efficacement, et être mieux adaptée aux circonstances locales. Toujours dans une optique d'amélioration des mécanismes d'acheminement, nous avons décidé de décentraliser l'Agence canadienne de développement international et de confier à nos représentants sur le terrain dans les pays et régions en développement une certaine partie de l'administration et des pouvoirs décisionnels. C'est en Afrique que nous amorcerons d'abord ce processus.

Mais le Canada n'est qu'un pays parmi tant d'autres. Nous savons pertinemment que les mesures prises par le Canada seul ne permettront pas de régler les énormes problèmes de l'Afrique non plus qu'elles ne parviendront à offrir toute l'aide et tous les secours dont ce continent a si désespérément besoin.

Mais nous avons la ferme détermination de trouver des moyens d'aider l'Afrique, bilatéralement et multilatéralement. En d'autres occasions, j'ai dit de "l'internationalisme constructif" qu'il constituait la pierre angulaire de la politique étrangère du Canada. Pour nous, cela signifie faire fonctionner au mieux, et au bénéfice de tous, le processus des échanges et de la coopération au niveau multilatéral. Dans le cas de l'Afrique, le système multilatéral se heurte à un défi formidable: faire de la somme de nos efforts individuels un tout plus grand que ses parties.

Au Canada, nous sommes convaincus que cela peut et doit être fait. Nous avons pris note des observations du Secrétaire général. Nous allons également prêter une oreille attentive aux vues et aux idées des autres qui participent à ce débat. Et nous nous engageons à oeuvrer de concert avec tous les autres pays pour rendre les mesures que nous prenons plus réalistes, plus pratiques et plus efficaces.

À chacun des sommets économiques auxquels il a participé, le premier ministre Mulroney a expressément soulevé auprès des autres leaders les intérêts et problèmes des pays en développement. Au moment où nous nous préparons au Sommet qui se tiendra l'an prochain à Toronto, l'Afrique vient au tout premier rang de nos préoccupations. Nous entendons veiller, encore une fois, à ce que toute l'attention voulue soit accordée aux besoins cruciaux de l'Afrique, et en particulier, à l'urgente nécessité d'un appui concret aux efforts consentis par les pays africains eux-mêmes.

Monsieur le Président,

La crise africaine est notre crise. Notre sens humanitaire commun nous commande d'agir avec compassion et célérité pour apaiser les terribles souffrances des victimes de cette crise et rompre le cercle vicieux du désespoir et de la dégradation. Nous ne pouvons nous permettre d'échouer.

Merci.